

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES | TARIF DES ABONNEMENTS | | | | ANNONCES ET AVIS DIVERS |
|---|--|-------|----------------|-------|--|
| | VOIE NORMALE | | VOIE AERIEENNE | | |
| | Six mois | Un an | Six mois | Un an | |
| Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque. | Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f. | | | | La ligne 1.000 francs |
| Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. | Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f | | | | Chaque annonce répétée... Moitié prix |
| Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs | Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f | | | | (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). |
| | Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f. | | | | |
| | Par la poste : Majoration de 130 f par numéro | | | | Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81 |
| | Journal légalisé 900 f - Par la poste - | | | | |

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2021

30 avril Décret n° 2021-531 portant nomination dans l'Ordre du Mérite à titre étranger 630

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

2021

4 mai Décret n° 2021-533 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain dépendant du domaine national, situé à Dakar Liberté V, d'une superficie de 1.754 m² et prononçant sa désaffectation 631

4 mai Décret n° 2021-534 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain du domaine national situé à Sandiara, dans le Département de Mbour, d'une superficie de 20 ha, en vue de son attribution par voie de bail au profit de la Commune de Sandiara et prononçant sa désaffectation 631

03 mai Arrêté ministériel n° 017908 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 029063 du 31 décembre 2020 fixant les modalités d'application du Prélèvement de Conformité Fiscale (PCF) 631

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2021

30 avril Arrêté ministériel n° 017637 autorisant une association étrangère à exercer ses activités 634

30 avril Arrêté ministériel n° 017638 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 634

30 avril Arrêté ministériel n° 017639 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 635

30 avril Arrêté ministériel n° 017640 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 635

30 avril Arrêté ministériel n° 017641 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 636

30 avril Arrêté ministériel n° 017642 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 636

30 avril Arrêté ministériel n° 017643 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 637

30 avril Arrêté ministériel n° 017644 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 637

30 avril Arrêté ministériel n° 017645 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 638

30 avril Arrêté ministériel n° 017646 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 638

30 avril Arrêté ministériel n° 017647 portant Agrément d'une Organisation non gouvernementale 639

03 mai Arrêté ministériel n° 017795 autorisant une association étrangère à exercer ses activités 639

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

2021

29 avril Arrêté ministériel n° 017603 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de kaolin, à la Société GENERAL SERVICES SARL, sur une superficie de 7ha 04a 93ca, dans la zone de Dialocoto, Région de Tambacounda 639

| | |
|----------|--|
| 2021 | |
| 29 avril | Arrêté ministériel n° 017604 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de granite, à la Société GENERAL SERVICES SARL, sur une superficie de 20 ha, dans la zone de Saraya, Région de Kédougou 641 |
| 29 avril | Arrêté ministériel n° 017605 portant modification de l'article 2 de l'arrêté n° 025624 du 28 octobre 2020 portant autorisation d'exploitation d'une carrière privée permanente de basalte sur une superficie de 50ha à Sékoto-Barafoundo, Commune de Tomboronkonto, Région de Kédougou à la Société AZ Services SARL 642 |
| 29 avril | Arrêté ministériel n° 017606 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de silex de l'ETABLISSEMENT SAM SARL, dans le périmètre de la concession minière des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), Région de Thiès 642 |
| 29 avril | Arrêté ministériel n° 017607 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une carrière publique permanente de sable, sur une superficie de 10ha 00a 94 ca, dans la Commune de Sinthiou Malème, Région de Tambacounda 643 |

MINISTERE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

| | |
|----------|--|
| 2021 | |
| 27 avril | Arrêté ministériel n° 017538 portant création du centre secondaire d'état civil du poste de santé de Diam Diam dans la Commune de Bamba Thialène 645 |

MINISTERE DU PÉTROLE ET DES ENERGIES

| | |
|----------|--|
| 2021 | |
| 30 avril | Arrêté ministériel n° 017634 fixant les prix plafonds des hydrocarbures à la consommation pour compter du 1 ^{er} mai 2021 645 |

MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

| | |
|--------|---|
| 2021 | |
| 04 mai | Décret n° 2021-536 abrogeant le décret n° 2020-1462 du 10 juin 2020 modifiant l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs 653 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|----------|-----|
| Annonces | 654 |
|----------|-----|

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 2021-531 du 30 avril 2021 portant nomination dans l'Ordre du Mérite à titre étranger

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

VU le décret n° 71-652 du 09 juin 1971 réglementant l'Ordre du Mérite, modifié ;

VU le décret n° 2018-1955 du 06 novembre 2018 portant nomination du Grand Chancelier national du Lion ;

VU le décret n° 2020-1779 du 23 septembre 2020 portant reconduction et nomination des membres du Conseil de l'Ordre ;

VU le décret n° 2020-2098 du 1^{er} novembre 2020 portant nomination des ministres et secrétaires d'Etat et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion,

DECRETE :

Article premier. - Est nommé au grade de Chevalier :
- Monsieur Tobias RUMMER Adjudant-chef, Chef du Bureau du Groupe des Conseillers Techniques des Forces Armées Fédérales Allemandes, né le 12 juillet 1986 à Münchberg (RFA).

Art. 2. - Le Ministre des Forces armées, le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 30 avril 2021.

Macky SALL

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Décret n° 2021-533 du 04 mai 2021 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain dépendant du domaine national, situé à Dakar Liberté V, d'une superficie de 1.754 m² et prononçant sa désaffectation

Article premier.- Est prescrite l'immatriculation, au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, notamment en ses articles 29, 36 et suivants d'une parcelle de terrain du domaine national située à Dakar Liberté V, d'une superficie de 1.754 m².

Art 2. - Le Ministre des Finances et du Budget est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 04 mai 2021.

Macky SALL

Décret n° 2021-534 du 04 mai 2021 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain du domaine national situé à Sandiara, dans le Département de Mbour, d'une superficie de 20 ha, en vue de son attribution par voie de bail au profit de la Commune de Sandiara et prononçant sa désaffectation

Article premier. - Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, notamment en ses articles 29, 36 et suivants d'une parcelle de terrain du domaine national située à Sandiara, dans le Département de Mbour, d'une superficie de 20 ha, en vue de son attribution par voie de bail au profit de la Commune de Sandiara.

Art. 2. - Est prononcée, en application des dispositions des articles 36 et suivants du décret n° 64-573 précité, la désaffectation dudit terrain.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, l'occupant étant le bénéficiaire de l'opération.

Art 4.- Le Ministre des Finances et du Budget est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 04 mai 2021.

Macky SALL

Arrêté ministériel n° 017908 du 03 mai 2021 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 029063 du 31 décembre 2020 fixant les modalités d'application du Prélèvement de Conformité Fiscale (PCF)

Article premier. - Le présent arrêté fixe les modalités d'application du Prélèvement de Conformité Fiscale (PCF) prévu par les dispositions de l'article 220 bis de la loi n° 2012-31 du 31 décembre 2012, modifiée, portant Code général des Impôts.

Art. 2. - Le Prélèvement de Conformité Fiscale s'applique aux contribuables qui jusqu'au 15 juillet de l'année d'échéance, se sont abstenus de déposer leurs déclarations d'impôts sur le Revenu (IS/IR) ou de Contribution Globale Unique (CGU) ou qui pendant un trimestre civil n'ont pas souscrit à leurs obligations déclaratives et de paiement de TVA ou de retenues à la source sur les salaires.

Sont également assujettis au PCF, les contribuables qui n'ont pas respecté leur échéance déclarative en matière d'impôts sur le Revenu (IS/IR), de Contribution Globale Unique (CGU), de TVA ou de retenues à la source sur les salaires au titre de l'année 2020.

Art. 3. - Pour la mise en œuvre des dispositions relatives au Prélèvement de Conformité Fiscale, la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID) transmet, de manière automatisée, à la fin de chaque trimestre civil et au plus tard les 30 avril, 31 juillet, 31 octobre et 31 janvier de chaque année, à la Direction générale des Douanes (DGD), le fichier des contribuables en règle vis-à-vis de leurs obligations fiscales.

Art. 4. - Lorsque des cas d'omission sont constatés, sur le fichier, par la DGID ou suite aux requêtes des contribuables concernés, les mises à jour sont effectuées directement dans le système d'information par les services compétents de l'administration fiscale et le fichier des contribuables mis à jour est transmis de manière automatisée avant la fin de la journée à l'administration des Douanes.

Les mêmes diligences sont effectuées pour les contribuables qui régularisent leur situation après une défaillance ainsi que pour les entreprises créées en cours d'année, lorsqu'elles déposent une déclaration d'existence auprès du service des impôts compétents.

Art. 5. - La liste des produits soumis au PCF est arrêtée à l'annexe ci-jointe, qui fait partie intégrante du présent arrêté.

Art. 6. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines et le Directeur général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Annexe portant liste des produits soumis au Prélèvement de Conformité Fiscale (PCF)

- * Viandes et abats comestibles ;
- * Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques ;
- * Lait et produits de laiterie ; œufs d'oiseaux, miel naturel, produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs ;
- * Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs ;
- * Plantes vivantes et produits de la floriculture ;
- * Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires ;
- * Fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons ;
- * Café, thé, maté et épices ;
- * Céréales ;
- * Produits de la minoterie ; malt, amidons et féculés ; inuline ; gluten de froment ;
- * Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers, plantes industrielles ou médicinales ; pailles et fourrages ;
- * Gommés, résines et autres sucs et extraits végétaux ;
- * Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs ;
- * Graisses et huiles animales ou végétales, produits de leur dissociation, graisses alimentaires élaborées, cires d'origine animale ou végétale ;
- * Préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques ;
- * Sucres et sucreries ;
- * Cacao et ses préparations ;
- * Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait ; pâtisseries ;
- * Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes ;
- * Préparations alimentaires diverses ;

- * Boissons, liquides alcooliques et vinaigres ;
- * Résidus et déchets des industries alimentaires, aliments préparés pour animaux ;
- * Tabacs et succédanés de tabac fabriqués ;
- * Sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments ;
- * Minerais, scories et cendres ;
- * Combustibles minéraux, huiles minérales et produits, de leur distillation ; matières bitumineuses ; cires minérales ;
- * Produits chimiques inorganiques, composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes ;
- * Produits chimiques organiques ;
- * Produits pharmaceutiques ;
- * Engrais ;
- * Extraits tannants ou tinctoriaux ; tanins et leurs dérivés, pigments et autres matières colorantes ; peintures et vernis, mastics ; encres ;
- * Huiles essentielles et rétinoides ; produits de parfumerie, ou de toilette préparés et préparations cosmétiques ;
- * Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, « cires pour l'art dentaire » et compositions, pour l'art dentaire à base de plâtre ;
- * Matières albuminoïdes ; produits à base d'amidons, ou de féculés modifiés ; colles ; enzymes ;
- * Poudres et explosifs ; articles de pyrotechnie, allumettes, alliages pyrophoriques, matières inflammables ;
- * Produits photographiques ou cinématographiques ;
- * Produits divers des industries chimiques ;
- * Matières plastiques et ouvrages en ces matières ;
- * Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ;
- * Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs ;
- * Ouvrages en cuir, articles de bourrellerie ou de sellerie, articles de voyage, sacs à main et contenants similaires, ouvrages en boyaux ;
- * Pelleteries et fourrures ; pelleteries factices ;
- * Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ;
- * Liège et ouvrages en liège ;
- * Ouvrages de sparterie ou de vannerie ;
- * Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses celluloses, papier ou carton à recycler (déchets et rebuts) ;

| | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> * Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton ; * Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries, graphiques ; textes manuscrits ou dactylographiés et plans ; * Matières textiles et ouvrages en ces matières ; * Soie ; * Laine, poils fins ou grossiers ; fils et tissus de crin ; * Coton ; * Autres fibres textiles végétales, fils de papier et tissus de fils de papier ; * Filaments synthétiques ou artificiels, lames et formes similaires, en matières textiles synthétiques ou artificielles ; * Fibres synthétiques ou artificielles discontinues ; * Ouates, feutres et non-tissés ; fils spéciaux, ficelles, cordes et cordages articles de corderie ; * Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles ; * Tissus spéciaux ; surfaces textiles touffetées, dentelles, tapisseries, passementeries, broderies ; * Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés, articles techniques en matières textiles ; * Etoffes de bonneterie ; * Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie ; * Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie ; * Autres articles textiles confectionnés, assortiments, friperie et chiffons ; * Chaussures, guêtres et articles analogues, parties de ces objets ; * Coiffures et parties de coiffures ; * Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties ; * Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet, fleurs artificielles ; ouvrages en cheveux ; * Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues ; * Produits céramiques ; * Verre et ouvrages en verre ; * Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières : bijouterie de fantaisie, monnaies ; | <ul style="list-style-type: none"> * Fonte, fer et acier ; * Ouvrages en fonte, fer ou acier ; * Cuivre et ouvrages en cuivre ; * Nickel et ouvrages en nickel ; * Aluminium et ouvrages en aluminium ; * Plomb et ouvrages en plomb ; * Zinc et ouvrages en zinc ; * Etain et ouvrages en étain ; * Autres métaux communs ; cermets ; ouvrages en ces matières ; * Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs, parties de ces articles, en métaux communs ; * Ouvrages divers en métaux communs ; * Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques ; parties de ces machines ou appareils ; * Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction, des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils ; * Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision, instruments et appareils médico-chirurgicaux, parties et accessoires de ces instruments ou appareils ; * Horlogerie ; * Instruments de musique, parties et accessoires de ces instruments ; * Armes, munitions et leurs parties et accessoires ; * Meubles ; mobilier médico-chirurgical, articles de literie et similaires ; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs ; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, constructions préfabriquée ; * Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sport, leurs parties et accessoires ; * Ouvrages divers du chapitre 96 du tarif des Douanes ; * Objets d'art, de collection ou d'antiquité ; * Voitures automobiles tracteurs cycles et autres véhicules terrestres (supérieurs à deux unités), leurs parties et accessoires. |
|--|---|

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté ministériel n° 017637 du 30 avril 2021
autorisant une association étrangère
à exercer ses activités

Article premier. - L'association étrangère dénommée « **SANTE SUNUGAL (SS)** », dont le siège social est établi au 39, rue Jean Van Lierde, 1070 Bruxelles en Belgique, est autorisée à exercer ses activités.

Art. 2. - L'association mènera ses activités sur l'étendue du territoire national conformément à ses statuts et dans le respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Elle a pour but :

- * de mobiliser les acteurs en matière de santé vers une nouvelle politique de destination des pays moins nantis ;

- * de lutter contre les problèmes de santé dans les pays du Sud ;

- * de sensibiliser les dirigeants des pays du Sud sur les problèmes de santé en général ;

- * de servir de cadre de réflexion autour des problèmes de santé au nord comme au sud ;

- * d'organiser des échanges inter universitaires nord-sud ;

- * d'être un interlocuteur valable en Europe face aux institutions internationales gouvernementales ou non en matière de questions de santé ;

- * d'organiser des forums avec tous les partenaires des pays non riches, sur les questions de développement global et de santé.

Art. 3. - Elle est établie à la villa n° 258, quartier Dabakh Malick, Petit Mbao, à Dakar et représenté par Saykhoul FLEURE, domicilié à la même adresse.

Art. 4. - Toute modification apportée aux statuts et tout changement survenu dans l'administration de l'association devront être portés à la connaissance du Ministre de l'Intérieur avant leur prise d'effet.

Art. 5. - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 017638 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Touba Ca Kanam** » dont le siège se trouve établi au centre commercial Cheikh Abdoul Ahad Touba Khaïra.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- construction d'infrastructures sanitaires, éducatives et routières ;

- soutien aux populations démunies et promotion de l'enseignement coranique.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifiée aux intéressés et publiée au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux Organisations Non Gouvernementales, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité administrative du ressort territorial, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès de cette même autorité le rapport financier annuel.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017639 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Coordination des Actions pour la Restauration de l'Ecosystème Mangrove (CAREM)** » dont le siège se trouve établi au village de Fimela, quartier Tin Totk, à côté de l'école élémentaire Fimela 1.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- protection et restauration des écosystèmes marins et terrestres ;
- restauration participative des mangroves et promotion d'activités socio-éducatives.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017640 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Corps Africa** » dont le siège se trouve établi à Ngor virage, Bloc immeuble n° 9, appartement 932.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- promotion de la solidarité internationale et du dialogue entre les nations africaines ;
- promotion du volontariat des jeunes et du développement humain.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux Organisations Non Gouvernementales, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité administrative du ressort territorial, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès de cette même autorité le rapport financier annuel.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017641 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Natural Justice** » dont le siège se trouve établi au 3^{ème} étage, sis à Mermoz 1^{ère} porte, villa n° 7146.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- protection des droits des populations autochtones et des droits humains ;
- protection de la nature et promotion du développement durable.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux Organisations Non Gouvernementales, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité administrative du ressort territorial, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès de cette même autorité le rapport financier annuel.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017642 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Trees For the Future** » dont le siège se trouve établi à Dakar, Yoff nord rue 128, porte 158, Cité Ousmane DIOP.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- promotion de l'agriculture et des techniques culturelles ;
- lutte contre la déforestation et restauration de la biodiversité.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux Organisations Non Gouvernementales, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité administrative du ressort territorial, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès de cette même autorité le rapport financier annuel.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017643 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation
non gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **ONG Miss Oumy à Coeur Ouvert Solidarité Internationale (MOACOSI)** » dont le siège se trouve établi à la Rue 6 lulu, Fann Hock, Dakar.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- amélioration du cadre de vie et soutien à la scolarisation universelle des enfants ;
- développement de la santé, de l'éducation et promotion de l'équité sociale.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017644 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation non
gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **REPORTERS SANS FRONTIERES** » dont le siège se trouve établi à l'immeuble keur salam, liberté 6 extension, Dakar.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- assistance aux journalistes ;
- défense des journalistes persécutés pour leurs activités professionnelles ou en raison de leur appartenance nationale, raciale, ethnique, religieuse ou politique.

Art 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017645 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation non
gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **FEDERATION DU BAOL** » dont le siège se trouve établi à Diourbel, quartier Thierno KANDJI, sur la route de Gossas.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- promotion de la protection des enfants, de l'éducation, de la micro-finance ;
- soutien pour l'accès à l'eau, à la sécurité alimentaire et à l'assainissement.

Art 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

Arrêté ministériel n° 017646 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation non
gouvernementale

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **RETE** » dont le siège se trouve établi aux Hlm Grand Médine, villa n° 39.

Art. 2. - L'organisation est autorisée à mener des activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- promotion du dialogue des cultures, de la coopération et de la solidarité internationale ;
- accompagnement de toutes initiatives de collaboration pour le développement humain.

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande.

*Arrêté ministériel n° 017647 du 30 avril 2021
portant Agrément d'une Organisation non
gouvernementale*

Article premier. - Est agréée, en qualité d'Organisation Non Gouvernementale (ONG), l'organisation dénommée « **Horizon d'Echange et de Lutte contre la Pauvreté en Afrique (HELP AFRIQUE)** » dont le siège se trouve établi à 44, rue Wagane DIOUF.

Art 2. - L'organisation est autorisée à mener ses activités conformément à ses statuts et au décret n° 2015-145 du 04 février 2015 dans les domaines ci-après :

- lutte contre la pauvreté et la mortalité maternelle et infantile ;
- promotion de la santé, du développement durable et de l'équité sociale.

Art 3. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

MENTIONS LEGALES

Dans un délai d'un mois, la demande faisant l'objet du présent agrément devra être notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel*.

1°) - Obligation est faite à l'ONG nouvellement agréée de déposer un programme d'investissement dans un délai de six (06) mois, à compter de la notification de l'agrément. L'absence d'un programme d'investissement approuvé est un motif de cessation des activités de l'ONG au Sénégal.

2°) - Toute modification apportée aux statuts et tous changements survenus dans l'administration ou la direction de l'ONG devront être déclarés, sans délai, auprès du Ministre de l'Intérieur.

3°) - Obligation est faite aux responsables de l'ONG, de déposer chaque trimestre auprès de l'autorité territorialement compétent, le rapport d'activité. Les ONG sont aussi tenues de déposer auprès du Ministre de l'Intérieur le rapport technique et financier rendant compte de l'exécution du programme d'investissement exécuté.

4°) - Les modifications évoquées au deuxième devront être également mentionnées sur un registre tenu au siège de l'ONG, registre qui pourra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande

*Arrêté ministériel n° 017795 du 03 mai 2021
autorisant une association étrangère
à exercer ses activités*

Article premier. - L'association étrangère dénommée « **CONGREGATION DES PETITES SOEURS DES MATERNITES CATHOLIQUES** », dont le siège social est établi au 98, rue de la libération, 38300, Bourgoin-Jallieu en France, est autorisée à exercer ses activités.

Art. 2. - L'association mènera ses activités sur l'étendue du territoire national conformément à ses statuts et dans le respect de la réglementation en vigueur en la matière.

En effet, elle a pour but :

- de travailler, en collaboration avec d'autres, à promouvoir les valeurs familiales selon la pensée de Dieu telle qu'elle est interprétée par le Magistère de l'Eglise catholique en étant présente :
- aux mères et aux foyers au moment si important de leur vie qu'est le désir, l'attente et la naissance d'un enfant ;
- aux jeunes et aux couples qui s'interrogent sur les problèmes de la vie naissant et sur le sens de la vie humaine.

Art. 3. - Elle est établie à la villa n° 7626, Sicap Mermoz à Dakar et représentée par Madame Agatte DIATTA, domiciliée à la même adresse.

Art. 4. - Toute modification apportée aux statuts et tout changement survenu dans l'administration de l'association devront être portés à la connaissance du Ministre de l'Intérieur avant leur prise d'effet.

Art. 5. - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

*Arrêté ministériel n° 017603 du 29 avril 2021 portant
autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière
privée permanente de kaolin, à la Société
GENERAL SERVICES SARL, sur une superficie de
7ha 04a 93ca, dans la zone de Dialocoto, Région
de Tambacounda*

Article premier. - La Société GENERAL SERVICES SARL, ayant son siège social à Sud Foire villa n°391, Dakar, Sénégal est autorisée à ouvrir et à exploiter une carrière privée permanente de kaolin dans la zone de Dialocoto, Région de Tambacounda.

Art. 2. - Le périmètre de la carrière, d'une superficie réputée égale à de 7ha 04a 93ca, est défini par les points sommets de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 28 P) suivants :

| Points Sommets | X | Y |
|--|-----------------|------------|
| A | 676500.02 | 1479272.12 |
| B | 676632.00 | 1478986.10 |
| C | 676434.23 | 1478900.00 |
| D | 676292.20 | 1479207.10 |
| Superficie de la zone d'emprunt : 7ha 04a 93ca ha | | |

Art. 3. - L'autorisation est valable pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, et peut être renouvelée plusieurs fois, pour une période de cinq (05) ans, à chaque fois, dans les mêmes formes.

Art. 4. - Avant le démarrage de ses activités, la Société GENERAL SERVICES SARL réalisera, à ses frais, une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'Environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

Art. 5. - Dès la notification de l'arrêté, la Société GENERAL SERVICES SARL est assujettie au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, et au paiement d'un montant de trois cent cinquante-deux mille quatre cent soixante-cinq (352.465) Francs CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 50.000 FCFA/ha/année.

Pour les autres années, le paiement de la redevance superficielle intervient au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Art. 6. - A chaque renouvellement, la Société GENERAL SERVICES SARL versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda les droits fixes et les redevances superficielles exigibles.

Art. 7. - Dans un délai de trois (03) mois, à compter de la date de délivrance de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière, la Société GENERAL SERVICES SARL est tenue de procéder au bornage du périmètre attribué, à ses frais, par un géomètre agréé.

Art. 8.- La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière, et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code Minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 9. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée au niveau des points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fils de fer barbelé, merlon, etc.).

Art. 10. - La carrière sera exploitée par fronts de taille. Aucune exploitation par fouilles individuelles ne sera permise.

Art. 11. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de l'administration minière.

Art. 12. - La Société GENERAL SERVICES SARL est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

La Société GENERAL SERVICES SARL est tenue à la réhabilitation des terrains après exploitation.

Art. 13.- L'autorisation peut être à tout moment retirée, après mise en demeure de deux (02) mois, par le Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou des redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée, sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité au travail.

Art. 14. - A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines et la Société GENERAL SERVICES SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

Art. 15.- La Société GENERAL SERVICES SARL versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda une redevance minière trimestrielle, au taux de 4% de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda.

Art. 16. - Le Gouverneur de la Région de Tambacounda, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 017604 du 29 avril 2021 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de granite, à la Société GENERAL SERVICES SARL, sur une superficie de 20 ha, dans la zone de Saraya, Région de Kédougou

Article premier. - La Société GENERAL SERVICES SARL, ayant son siège social au Sud Foire villa N°391, Dakar, Sénégal est autorisée à ouvrir et à exploiter une carrière privée permanente de granite dans la zone de Saraya, Région de Kédougou.

Art. 2. - Le périmètre de la carrière, d'une superficie réputée égale à 20ha 04a 93ca, est défini par les points sommets de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 28 P) suivants :

| Points Sommets | X | Y |
|--|-----------------|------------|
| A | 851791.88 | 1423249.43 |
| B | 851854.08 | 1422782.58 |
| C | 851403.48 | 1422754.31 |
| D | 851341.03 | 1423153.30 |
| Superficie de la zone d'emprunt : 20 ha | | |

Art. 3. - L'autorisation est valable pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, et peut être renouvelée plusieurs fois, pour une période de cinq (05) ans, à chaque fois, dans les mêmes formes.

Art. 4. - Avant le démarrage de ses activités, la Société GENERAL SERVICES SARL réalisera, à ses frais, une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'Environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

Art. 5. - Dès la notification de l'arrêté, la Société GENERAL SERVICES SARL est assujettie au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, et au paiement d'un montant d'un million (1.000.000) Francs CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 50.000 FCFA/ha/année.

Pour les autres années, le paiement de la redevance superficielle intervient au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Art. 6. - A chaque renouvellement, la Société GENERAL SERVICES SARL versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou les droits fixes et les redevances superficielles exigibles.

Art. 7. - Dans un délai de trois (03) mois, à compter de la date de délivrance de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière, la Société GENERAL SERVICES SARL est tenue de procéder au bornage du périmètre attribué, à ses frais, par un géomètre agréé.

Art. 8. - La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière, et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 9. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée au niveau des points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fils de fer barbelé, merlon, etc.).

Art. 10. - La carrière sera exploitée par fronts de taille. Aucune exploitation par fouilles individuelles ne sera permise.

Art. 11. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de l'administration minière.

Art. 12. - La Société GENERAL SERVICES SARL est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

La Société GENERAL SERVICES SARL est tenue à la réhabilitation des terrains après exploitation.

Art. 13. - L'autorisation peut être à tout moment retirée, après mise en demeure de deux (02) mois, par le Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants:

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou des redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée, sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité au travail.

Art. 14. - A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines et la Société GENERAL SERVICES SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

Art. 15. - La Société GENERAL SERVICES SARL versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou une redevance minière trimestrielle, au taux de 4% de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou.

Art. 16. - Le Gouverneur de la Région de Kédougou, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 017605 du 29 avril 2021 portant modification de l'article 2 de l'arrêté n° 025624 du 28 octobre 2020 portant autorisation d'exploitation d'une carrière privée permanente de basalte sur une superficie de 50ha à Sékoto - Barafoundo, Commune de Tomboronkonto, Région de Kédougou à la Société AZ Services SARL

Article premier. - L'article 2 de l'arrêté n° 025624 du 28 octobre 2020 portant autorisation d'exploitation d'une carrière privée permanente de basalte sur une superficie de 50ha à Sékoto-Barafoundo, Commune de Tomboronkonto, Région de Kédougou est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 2. - Les nouvelles coordonnées UTM WGS 84 Zone 28 des points sommets sont définies ainsi qu'il suit :

| Points | Nord (y) | Est (x) |
|---------------------------|-----------------|------------|
| B1 | 790778,29 | 1418142,63 |
| B2 | 791239,7 | 1417661,24 |
| B3 | 790446,44 | 1417285,97 |
| B4 | 790220,35 | 1418043,24 |
| Superficie : 50 ha | | |

La superficie du périmètre est de 50 ha ».

Art. 3. - Le Gouverneur de la Région de Kédougou, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 017606 du 29 avril 2021 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de silex de l'ETABLISSEMENT SAM SARL, dans le périmètre de la concession minière des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), Région de Thiès

Article premier.- L'ETABLISSEMENT SAM SARL, sis au quartier Touba Mosquée, Diourbel, Sénégal, est autorisé à exploiter les silex stockés dans le périmètre de la concession minière des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), Région de Thiès.

Art. 2. - L'ETABLISSEMENT SAM SARL conviendra avec les ICS des zones d'implantation de ses installations, des itinéraires suivis par les camions et engins, ainsi que des zones de dépôt des sous-produits du traitement.

Art. 3. - L'ETABLISSEMENT SAM SARL respectera les règles de l'art et de sécurité, pour éviter les éboulements, maintenir la propreté générale du site, ainsi que l'intégralité des installations utilisées par les ICS, notamment les canalisations d'eau ou de schlamms, les digues de bassins, les installations électriques.

Art. 4. - L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'ETABLISSEMENT SAM SARL est accordée pour une période de cinq (05) ans, à compter de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelée dans les mêmes conditions, pour une période de cinq (05) ans, à chaque fois.

Art. 5. - Dès notification du présent arrêté, l'ETABLISSEMENT SAM SARL est assujéti au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, au niveau du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

A chaque renouvellement, l'ETABLISSEMENT SAM SARL versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service Régional des Mines et de la Géologie de Thiès les droits fixes.

Art. 6. - A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines et la Société ETABLISSEMENT SAM SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

Art. 7. - L'ETABLISSEMENT SAM SARL versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès une redevance minière trimestrielle au taux de quatre pour cent (04%) de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Art. 8. - L'ETABLISSEMENT SAM SARL est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

Art. 9. - L'ETABLISSEMENT SAM SARL est tenu à la réhabilitation des terrains après exploitation.

Art. 10. - L'autorisation peut être à tout moment retirée, après mise en demeure de deux (02) mois, par le Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou des redevances minières exigibles ;

- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;

- non démarrage des travaux six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée, sans motif valable ;

- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;

- manquements graves aux règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Art. 11. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée au niveau des points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fil de fer barbelé, merlon, etc.).

Art. 12. - La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 13. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'Administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et exploités suivant les spécifications de l'Administration minière.

Art. 14. - Le Gouverneur de la Région de Thiès, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 017607 du 29 avril 2021 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une carrière publique permanente de sable, sur une superficie de 10ha 00a 94ca, dans la Commune de Sinthiou Malème, Région de Tambacounda

Article premier. - Il est autorisé l'ouverture et l'exploitation d'une carrière publique permanente de sable, d'une superficie de 10ha 00a 94ca, dans la Commune de Sinthiou Malème, Région de Tambacounda.

Art. 2. - La localisation de ladite carrière est définie par les points de coordonnées (en UTM WGS 84 Zone 28N) suivants :

| Points Sommets | X | Y |
|-------------------|------------------|-----------|
| 1 | 1528007.00 | 615179.00 |
| 2 | 1528134.00 | 615182.00 |
| 3 | 1528216.00 | 615234.00 |
| 4 | 1528251.00 | 615255.00 |
| 5 | 1528250.00 | 615340.00 |
| 6 | 1528266.00 | 615449.00 |
| 7 | 1528243.00 | 615542.00 |
| 8 | 1528179.00 | 615594.00 |
| 9 | 1528091.00 | 615544.00 |
| 10 | 1527926.00 | 615457.00 |

Art. 3. - L'accès des camions à la carrière n'est autorisé que sur présentation d'un bon d'extraction tiré d'un carnet à souches paraphé délivré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda.

Art. 4. - La carrière sera exploitée par front de taille. Aucune exploitation par fouilles individuelles ne sera tolérée.

Art. 5. - La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de la Direction des Mines et de la Géologie et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 6. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents du Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées, notamment les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de la Direction des Mines et de la Géologie.

Art. 7. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée aux points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fils de fer barbelés, merlon, etc.).

Art. 8. - L'exploitation se fera dans les règles de l'art, de manière optimale et rationnelle, dans le respect des normes de sécurité, d'hygiène et des dispositions législatives et réglementaires particulières régissant notamment la préservation de l'environnement, les obligations relatives à l'urbanisme, les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et la protection du patrimoine forestier.

Art. 9. - L'extraction et l'enlèvement du sable sont soumis au paiement préalable d'une redevance minière conformément aux dispositions de l'article 63 du décret n° 2017-459 du 20 mars 2017 fixant les modalités d'application de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

La redevance minière est fixée à trois cents (300) FCFA/m³ de sable prélevée.

Art. 10. - Cette autorisation peut être retirée par arrêté du Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux, six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière publique, sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Art. 11. - La surveillance de la carrière sera assurée par le Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda.

Art. 12. - Cette autorisation est valable pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté et peut être renouvelée plusieurs fois, pour une période de cinq (05) ans, chaque fois.

Art. 13. - Le Gouverneur de la Région de Tambacounda, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre procèdent, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

**MINISTERE DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES, DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DES TERRITOIRES,**

*Arrêté ministériel n° 017538 du 27 avril 2021 portant
création du centre secondaire d'état civil du
poste de santé de Diam Diam dans la Commune
de Bamba Thialène*

Article premier. - Il est créé un centre secondaire d'état civil, sis au poste de santé de Diam Diam dans la Commune de Bamba Thialène.

Le centre secondaire du poste de santé de Diam Diam polarise les villages de Diam Diam, Vélingara Diam Diam, Ainoumane, Yallal Samba, Ndiagnène, Gouby, Diandioly, Same Nguéyène, Elihina, Saré Demba Egué, Kissang, Médian Daddy KA.

Art. 2. - Le Préfet du Département de Koumpentoum, le Procureur de la République, le Président du Tribunal d'Instance de Koumpentoum, le Sous-préfet de l'Arrondissement de Samba Thialène, le Maire de la Commune de Samba Thialène et le Receveur municipal de Samba Thialène sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

**MINISTERE DU PETROLE
ET DES ENERGIES**

*Arrêté ministériel n° 017634 du 30 avril 2021
fixant les prix plafonds des hydrocarbures à la
consommation pour compter du 1^{er} mai 2021*

Article premier. - Les prix à la consommation des hydrocarbures applicables pour compter du 1^{er} mai 2021, à partir de 18 H 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus à la pompe, ces prix sont des prix plafond et sont uniformes sur l'ensemble du territoire national. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres clients consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué de la péréquation transport et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour les hydrocarbures (diesel, fuel 180, fuel 380, distillat TAG, kérosène TAG et naphta) non assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué du tarif de transport de Dakar et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour le gaz butane, les prix affichés sont ceux de la Région de Dakar qui seront majorés, pour les autres régions, d'un différentiel de transport fixé par les services régionaux du commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur général des Douanes, le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur des Hydrocarbures et le Directeur du Commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

Ministère du Pétrole et des Energies

**COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES
STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS
PETROLIERS**

A compter du 1^{er} mai 2021

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

CALCUL DES PRIX PARITE IMPORTATION

A compter du 1^{er} mai 2021

| | Butane | Super | Ess. Ordinaire | Ess. Pirogue | Pétrole | Gasoil | Gasoil Sénélec | Distillat TAG | Diesel Oil | Diesel Sénélec | FO 180 CST | FO 180 Sénélec | FO380 BTS Sénélec | FO 380 HTS | FO 380 HTS Sénélec |
|--------------------|---------|---------|----------------|--------------|---------|---------|----------------|---------------|------------|----------------|------------|----------------|-------------------|------------|--------------------|
| COÛT TOTAL F CFA | 343.904 | 372.918 | 364.408 | 364.408 | 315.843 | 303.516 | 303.516 | 303.516 | 298.355 | 298.355 | 221.611 | 221.611 | 220.195 | 212.506 | 212.506 |
| TAXE PORT | 0,00 | 991,00 | 991,00 | 991,00 | 991,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 |
| FRAIS PASS | 1500,00 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 | 750,000 |
| COÛTS DIRECTS | 1.490 | 1.625 | 1.592 | 1.592 | 1.403 | 1.355 | 1.355 | 1.355 | 1.335 | 1.335 | 1.036 | 1.031 | 10.500 | 1.001 | 10.500 |
| FSIPP | 0 | 48.109 | 13.730 | 13.730 | 12.350 | 66.725 | 11.600 | 25.000 | 42.140 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 |
| PSE | 0 | 20.295 | 20.595 | 20.595 | 0 | 23.200 | 0 | 0 | 15.000 | 0 | 15.000 | 15.000 | 0 | 15.000 | 0 |
| PARITE IMPORTATION | 346.894 | 444.688 | 402.066 | 381.471 | 331.337 | 395.758 | 317.433 | 330.833 | 357.792 | 325.652 | 263.609 | 262.188 | 256.657 | 254.469 | 248.968 |

PARITE IMPORTATION

| | fcfa par tonne de la période | fcfa par tonne considéré | facteurs de conversion 25°C | fcfa par m³ à 25°C | facteurs de conversion 15°C | fcfa par m³ à 15°C |
|--------------------------|------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| BUTANE | 346.894 | 314.762 | | | | |
| SUPER | 444.688 | 444.688 | 1,35300 | 328.668 | 1,33800 | 332.353 |
| ESSENCE ORDINAIRE | 402.066 | 349.731 | 1,37300 | 254.720 | 1,35600 | 257.914 |
| ESSENCE PIROGUE | 381.471 | 331.143 | 1,37300 | 241.182 | 1,35600 | 244.206 |
| PETROLE | 331.337 | 309.433 | 1,23500 | 250.553 | 1,22300 | 253.011 |
| GASOIL | 395.758 | 395.758 | 1,16000 | 341.171 | 1,15200 | 343.540 |
| GASOIL SENELEC | 317.433 | 317.433 | 1,16000 | 273.649 | 1,15200 | 275.549 |
| DISTILLAT TAG | 330.833 | 330.833 | | | | |
| DIESEL | 357.792 | 357.792 | | | | |
| DIESEL SENELEC | 325.652 | 325.652 | | | | |
| FUEL OIL 180 | 263.699 | 263.699 | | | | |
| FUEL OIL 180 SENELEC | 258.073 | 258.073 | | | | |
| FUEL OIL 380 BTS | 262.188 | 262.188 | | | | |
| FUEL OIL 380 BTS SENELEC | 256.657 | 256.657 | | | | |
| FUEL OIL 380 HTS | 254.469 | 254.469 | | | | |
| FUEL OIL 380 HTS SENELEC | 248.968 | 248.968 | | | | |

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 1^{er} mai 2021

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence Pirogue | Pétrole Lampant | Gasoil |
|----|--|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|---------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 328.668 | 254.720 | 241.182 | 250.553 | 341.171 |
| 2 | BASE TAXABLE | 267.943 | 258.010 | 258.010 | 248.596 | 254.327 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 29.474 | 28.381 | 28.381 | 14.916 | 27.976 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT (1+3) | 358.142 | 283.101 | 269.563 | 265.469 | 369.147 |
| 5 | STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - |
| 6 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | 38.560 | - | 103.950 |
| 7 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 100.775 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT: PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 | BASE TVA (1+3+6+7+5) | 644.492 | 551.271 | 408.898 | 335.169 | 542.797 |
| 9 | TVA | 116.009 | 99.229 | 73.602 | 60.330 | 97.703 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9) | 760.501 | 650.500 | 482.500 | 395.499 | 640.500 |
| 11 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 12 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 775.001 | 665.000 | 497.000 | 409.999 | 655.000 |
| | en F cfa par litre | 775 | 665 | 497 | 410 | 655 |

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 1^{er} mai 2021

| | DIESEL OIL | DIESEL SENELEC | FUELOIL 180 | FUELOIL 380 BTS | FUELOIL 380 BTS SENELEC | FUELOIL 380 HTS | FUELOIL 380 HTS SENELEC | DISTILLAT TAG | KEROSENE TAG | NAPHTA |
|---|---------------|----------------|---------------|-----------------|-------------------------|-----------------|-------------------------|---------------|---------------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 357.792 | 325.652 | 263.609 | 262.188 | 256.657 | 254.469 | 248.968 | 330.833 | 343.987 | 336.484 |
| 2 BASE TAXABLE | 290.001 | 290.001 | 215.356 | 213.979 | 213.979 | 206.499 | 206.499 | 295.019 | 307.016 | 299.647 |
| 3 DROITS DE PORTE | 17.400 | 17.400 | 12.921 | 12.839 | 12.839 | 12.390 | 12.390 | 17.701 | 18.421 | 17.979 |
| 4 PRIX EX-DEPOT (1+3) | 375.192 | 343.052 | 276.530 | 275.027 | 269.496 | 266.859 | 261.358 | 348.534 | 362.408 | 354.463 |
| 5 STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 6 MARGE DISTRIBUTEUR | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 12.693 | 37.430 | 12.693 | 37.430 | 37.430 | 37.430 |
| 7 BASE TVA (1+3+6+5) | 412.622 | 380.482 | 313.960 | 312.457 | 282.189 | 304.289 | 274.051 | 385.964 | 399.838 | 391.893 |
| 8 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR HTVA (1+3+6) | 412.622 | 380.482 | 313.960 | 312.457 | 282.189 | 304.289 | 274.051 | 385.964 | 399.838 | 391.893 |
| 9 TVA | 74.272 | 68.487 | 56.513 | 56.242 | 50.794 | 54.772 | 49.329 | 69.474 | 71.971 | 70.541 |
| 10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne | 486.894 | 448.969 | 370.473 | 368.699 | 332.983 | 359.061 | 323.380 | 455.438 | 471.809 | 462.434 |

Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 1^{er} mai 2021

| BUTANE 38 KG ET 12,5 KG (Fcfa/TM) | |
|-----------------------------------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 314.762 |
| 2 BASE TAXABLE | 337.498 |
| 3 DROITS DE PORTE | 3.375 |
| 4 PRIX EX DEPOT | 318.137 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 |
| 6 STABILISATION | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 163.623 |
| 8 BASE TVA | 481.760 |
| 9 TVA | 0 |
| 10 PRIX TTC | 481.760 |
| 11 MARGE DETAILLANT | 18.240 |
| 12 PRIX DE VENTE AU CONSOMM. | 500.000 |

| BUTANE | 9 KG (Fcfa/TM) | 6 KG (Fcfa/TM) | 2,7 KG (Fcfa/TM) |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 314.762 | 314.762 | 314.762 |
| 2 BASE TAXABLE | 337.498 | 337.498 | 337.498 |
| 3 DROITS DE PORTE | 3.375 | 3.375 | 3.375 |
| 4 PRIX EX DEPOT | 318.137 | 318.137 | 318.137 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 | 0 | 0 |
| 6 SUBVENTION | 0 | 0 | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 122.630 | 122.630 | 122.164 |
| dont frais de passage en dépôt | 32.480 | 32.480 | 32.480 |
| 8 BASE TVA | 440.767 | 440.767 | 440.301 |
| 9 TVA | 0 | 0 | 0 |
| 10 PRIX TTC | 440.767 | 440.767 | 440.301 |

| | |
|--------------------------------|--------|
| * PRIX BOUTEILLE 38 KG | 19.000 |
| ARRONDI | 19.000 |
| * PRIX BOUTEILLE 12,5 KG | 6.250 |
| ARRONDI | 6.250 |

| BOUTEILLES DE | 9 KG | 6 KG | 2,7 KG |
|------------------------------|-------|-------|--------|
| * PRIX EX-DISTRIBUTEUR | 3.967 | 2.645 | 1.189 |
| * MARGE GROSSISTE | 210 | 155 | 80 |
| * PRIX EX-GROSSISTE | 4.177 | 2.800 | 1.269 |
| * MARGE DETAILLANT | 110 | 85 | 35 |
| * PRIX AU CONSOMMATEUR | 4.287 | 2.885 | 1.304 |
| * ARRONDI | 4.285 | 2.885 | 1.305 |

(CANAL HTT)

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasol |
|----|------------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 328.668 | 254.720 | 250.553 | 341.171 |
| 2 | BASE TAXABLE | 267.943 | 258.010 | 248.596 | 254.327 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 29.474 | 28.381 | 14.916 | 27.976 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 358.142 | 283.101 | 265.469 | 369.147 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | - | 103.950 |
| 6 | EXONÉRATION DROITS DE PORTE | -29.474 | -28.381 | -14.916 | -27.976 |
| 7 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 615.018 | 522.890 | 320.253 | 54.821 |
| 9 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 629.518 | 537.390 | 334.753 | 529.321 |
| | en F cfa par hl | 62.952 | 53.739 | 33.475 | 52.932 |

(CANAL HTVA et DD)

A compter du 1^{er} mai 2021

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasol |
|----|------------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 328.668 | 254.720 | 250.553 | 341.171 |
| 2 | BASE TAXABLE | 267.943 | 258.010 | 248.596 | 254.327 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 29.474 | 28.381 | 14.916 | 27.976 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 358.142 | 283.101 | 265.469 | 369.147 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | - | 103.950 |
| 6 | EXONERATION DROITS DE DOUANE | -26.794 | -25.801 | -12.430 | -25.433 |
| 7 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 617.698 | 525.470 | 322.739 | 517.364 |
| 9 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 632.198 | 539.970 | 337.239 | 531.864 |
| | en F cfa par hl | 63.220 | 53.997 | 33.724 | 53.186 |

(CANAL HTVA)

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence pirogue | Pétrole Lampant | Gasol |
|---|-----------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|---------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 328.668 | 254.720 | 241.182 | 250.553 | 341.171 |
| 2 | BASE TAXABLE | 267.943 | 258.010 | 258.010 | 248.596 | 254.327 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 29.474 | 28.381 | 28.381 | 14.916 | 27.976 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 358.142 | 283.101 | 269.563 | 265.469 | 369.147 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | 38.560 | - | 103.950 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 100.775 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT: PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 644.492 | 551.271 | 408.898 | 335.169 | 542.797 |
| 8 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 9 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 658.992 | 565.771 | 423.398 | 349.669 | 557.297 |
| | en F cfa par hl | 65.899 | 56.577 | 42.340 | 34.967 | 55.730 |

(CANAL HTT)

| A compter du 1 ^{er} mai 2021 | | Diesel Oil | Fuel Oil 180 CST | Fuel Oil 380 BTS | Fuel Oil 380 HTS |
|---------------------------------------|---|------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 357.792 | 263.609 | 262.188 | 254.469 |
| 2 | BASE TAXABLE | 290.001 | 215.356 | 213.979 | 206.499 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 17.400 | 12.921 | 12.839 | 12.390 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 375.192 | 276.530 | 275.027 | 266.859 |
| 5 | EXONERATION DROITS DE PORTE | -17.400 | -12.921 | -12.839 | -12.390 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 37.430 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne | 395.222 | 301.039 | 299.618 | 291.899 |

(CANAL HTVA et DD)

| | | Diesel Oil | Fuel Oil 180 CST | Fuel Oil 380 BTS | Fuel Oil 380 HTS |
|---|---|------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 357.792 | 263.609 | 262.188 | 254.469 |
| 2 | BASE TAXABLE | 290.001 | 215.356 | 213.979 | 206.499 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 17.400 | 12.921 | 12.839 | 12.390 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 375.192 | 276.530 | 275.027 | 266.859 |
| 5 | EXONERATION DROITS DE DOUANE | -14.500 | -10.768 | -10.699 | -10.325 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 37.430 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne | 398.122 | 303.192 | 301.758 | 293.964 |

| PRODUITS | UNITES | PRIX PARITE IMPORTATION | PRIX DE DE REPRISE HTT |
|-------------------------|-----------|-------------------------|------------------------|
| SUPER CARBURANT | M3 A 15°C | 332.353 | 332.353 |
| ESSENCE ORDINAIRE | M3 A 15°C | 257.914 | 257.914 |
| PETROLE LAMPANT | M3 A 15°C | 253.011 | 253.011 |
| GASOIL | M3 A 15°C | 343.540 | 343.540 |
| DIESEL OIL | T | 357.792 | 357.792 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 263.609 | 263.609 |
| FUEL OIL 380 BTS | T | 262.188 | 262.188 |
| FUEL OIL 380 HTS | T | 254.459 | 254.459 |

A compter du 1^{er} mai 2021

(CANAL HTT)

| PRODUITS | UNITES | PPI | BASE TAXABLE | DROITS DE PORTE | dont droits de douane | dont redevance statistique (RS) | PRIX EX-DEPOT | PRIX DE REPRISE (prix ex-dépôt- (RS) |
|--------------------------------|----------------|---------------|-----------------|--------------------|--------------------------|--|------------------|---|
| BUTANE 12,5/38KG | T | 314.762 | 337.498 | 3.375 | 0 | 3.375 | 318.137 | 314.762 |
| BUTANE 9KG | T | 314.762 | 337.498 | 3.375 | 0 | 3.375 | 318.137 | 314.762 |
| BUTANE 6KG | T | 314.762 | 337.498 | 3.375 | 0 | 3.375 | 318.137 | 314.762 |
| BUTANE 2,7KG | T | 314.762 | 337.498 | 3.375 | 0 | 3.375 | 318.137 | 314.762 |
| SUPER CARBURANT | M3A 15°C | 332.353 | 270.947 | 29.804 | 27.095 | 2.709 | 362.157 | 359.448 |
| ESSENCE ORDINAIRE | M3A 15°C | 257.914 | 261.245 | 28.737 | 26.125 | 2.612 | 286.651 | 284.039 |
| ESSENCE PIROGUE | M3A 15°C | 244.206 | 261.245 | 28.737 | 26.125 | 2.612 | 272.943 | 270.331 |
| PETROLE LAMPANT | M3A 15°C | 253.011 | 251.035 | 15.062 | 12.552 | 2.510 | 268.073 | 265.563 |
| GASOIL | M3A 15°C | 343.540 | 256.093 | 28.170 | 25.609 | 2.561 | 371.710 | 369.149 |
| GASOIL SENELEC | M3A 15°C | 275.549 | 256.093 | 28.170 | 25.609 | 2.561 | 303.719 | 301.158 |
| DIESEL OIL | T | 357.792 | 290.001 | 17.400 | 14.500 | 2.900 | 375.192 | 372.292 |
| DIESEL OIL SENELEC | T | 325.652 | 290.001 | 17.400 | 14.500 | 2.900 | 343.052 | 340.152 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 263.609 | 215.356 | 12.921 | 10.768 | 2.154 | 276.530 | 274.376 |
| FUEL OIL 180 SENELEC | T | 258.073 | 215.356 | 12.921 | 10.768 | 2.154 | 270.994 | 268.840 |
| FUEL OIL 380 BTS | T | 262.188 | 213.979 | 12.839 | 10.699 | 2.140 | 275.027 | 272.887 |
| FUEL OIL 380 BTS SENELEC | T | 256.657 | 213.979 | 12.839 | 10.699 | 2.140 | 269.496 | 267.356 |
| FUEL OIL 380 HTS | T | 254.469 | 206.499 | 12.390 | 10.325 | 2.065 | 266.859 | 264.794 |
| FUEL OIL 380 HTS SENELEC | T | 248.968 | 206.499 | 12.390 | 10.325 | 2.065 | 261.358 | 259.293 |
| DISTILLAT TAG | T | 330.833 | 295.019 | 17.701 | 14.751 | 2.950 | 348.534 | 345.584 |
| KEROSENETAG | T | 343.987 | 307.016 | 18.421 | 15.351 | 3.070 | 362.408 | 359.338 |
| NAPHTA | T | 343.987 | 299.647 | 17.979 | 14.982 | 2.996 | 354.463 | 351.467 |

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
NUMÉRIQUE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Décret n° 2021-536 du 04 mai 2021 abrogeant le décret n° 2020-1462 du 10 juin 2020 modifiant l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs

RAPPORT DE PRESENTATION

Les mesures restrictives prises par le gouvernement durant la période de la pandémie COVID 19, avaient pour objectif d'une part, de contenir la propagation du virus au sein de la population, d'autre part d'instruire les entreprises à respecter un protocole sanitaire strict notamment en réglementant la présence des employés dans des lieux de rassemblement.

C'est dans ce contexte que les dispositions de l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs ont été modifiées par le décret n° 2020-1462 du 10 juin 2020 pour permettre aux opérateurs l'utilisation de tout système de filtrage, notamment des automates et les serveurs vocaux interactifs durant la période de la pandémie du COVID 19.

Au regard de la spécificité du travail dans les centres d'appels, la modification des dispositions de l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 Juin 2014 a eu un impact direct sur les emplois qui pour l'essentiel sont occupés par des jeunes. Par ailleurs, les mesures restrictives ont entraîné une baisse drastique du chiffre d'affaires des centres qui les a contraint à mettre au chômage plus de la moitié de leurs employés.

Eu égard à ce qui précède et compte tenu de la campagne de vaccination contre la COVID 19 et la levée de l'état de catastrophe sanitaire, l'application continue de cette disposition restrictive ne fera qu'accentuer la situation difficile dans laquelle se trouve les centres d'appels.

C'est pourquoi l'abrogation du décret n° 2020-1462 du 10 juin 2020 modifiant l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs de téléphonie s'avère nécessaire pour permettre aux centres d'appels de reprendre leur pleine activité et de réintégrer les employés tout en veillant au respect des gestes barrières indiqués par le Ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Le présent projet de décret a pour objet de réintroduire la disposition initiale de l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 2018-28 du 12 décembre 2018 portant Code des communications électroniques ;

VU le décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs ;

VU le décret n° 2020-2098 du 1^{er} novembre 2020 portant nomination des ministres et secrétaires d'Etat et fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2020-2100 du 1^{er} novembre 2020 portant répartition des services de l'État et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Secrétariat général du Gouvernement et les ministères ;

VU le décret n° 2020-2224 du 11 novembre 2020 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie numérique et des Télécommunications ;

Sur le rapport du Ministre de l'Economie numérique et des Télécommunications,

DECRETE :

Article premier. - L'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs modifié, est réintroduit dans le dispositif.

« Est interdite aux opérateurs l'utilisation de tout système de filtrage, qu'il soit logique, physique ou technique, de réception des appels vers le service client commercial ou technique, y compris les automates, notamment les serveurs vocaux interactifs ».

Art. 2. - Le présent décret abroge le décret n° 2020-1462 du 10 juin 2020 modifiant l'article 8 du décret n° 2014-770 du 14 juin 2014 précisant certaines obligations des opérateurs quant au droit à l'information des consommateurs.

Art. 3. - Le Ministre de l'Economie numérique et des Télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 04 mai 2021.

Macky SALL

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Thiès

Suivant réquisition n° 1086, déposée le 12 avril 2021, Monsieur Alain Paul SENE, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès, d'un immeuble à usage de verger, d'une contenance totale de 101ha 40a 23ca, sis à Seune Sérère, dans la Commune de Keur Moussa, borné de tous les côtés par des terrains du Domaine national.

1- Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte des dispositions du décret n° 2021-247 du 19 février 2021.

2- Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Saidou FAYE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particulier

Récépissé de déclaration de création de l'Association n° 020253/ MINT/DGAT/DLPL/DAPA

Le Directeur général de l'Administration territoriale,

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,
donne récépissé à Madame la Présidente
d'une déclaration en date du : 18 novembre 2020
faisant connaître la constitution d'une association ayant
pour titre :

« PALEA SENEGAL » (PROGRAMME D'APPUI AU LEADERSHIP ET A L'ENTREPRENARIAT EN AFRIQUE)

dont le siège social est situé : villa n° 187, SIPRES 2
à Dakar

Décision prise le : 28 octobre 2020

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

Geneviève AVOGNON *Présidente* ;
Raissa Aline Biile DIENG ... *Secrétaire générale* ;
Humberto Bertrand DIATTA ... *Trésorier général*.
Dakar, le 02 avril 2021.

**Récépissé de déclaration de création
de l'Association n° 020149/
MINT/DGAT/DLPL/DAPA**

Le Directeur général de l'Administration territoriale,

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,
donne récépissé à Madame la Présidente
d'une déclaration en date du : 15 juillet 2020
faisant connaître la constitution d'une association ayant
pour titre :

MA MAISON DE FAMILLE

dont le siège social est situé : villa n° 429, Sipres 5,
Grand Mbao à Dakar

Décision prise le : 22 juin 2020

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

COMPOSITION DU BUREAU

Ghislaine Rafaëla Marie Vanesa EDORH *Présidente* ;
Bassirou DIOP *Secrétaire général* ;
Ndèye Mboyeta DIOP *Trésorière générale*.
Dakar, le 23 février 2021.

OFFICE NOTARIAL
M^e Abdel Kader NIANG
Titulaire de la Charge de Thiès II créée en 2004
Place de Sousse - Immeuble DIOUCK, n°29

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.221/
TH du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Mamadou NDIAYE. 2-2

OFFICE NOTARIAL
Aïda SECK
Successeur de Mes Lake-Diop, Mbaké & Cissé
Place de France - BP 949- THIÈS

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 770/TH
du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur Fallou
NDIAYE. 2-2

OFFICE NOTARIAL

Aïda SECK
Successeur de Mes Lake-Diop, Mbaké & Cissé
Place de France - BP 949- THIÈS

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1173/
MB du livre foncier de Thiès, appartenant à Monsieur
Oumar SOW. 2-2

Etude de M^e Moussa MBACKÉ,
notaire à Dakar
27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 5.095/
NGA (ex. TF n° 6.345/GRD), appartenant aux consorts
NGUIRANE, DIAW, SAMBA et autres. 2-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{es} Papa Ismaël Kâ & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 11.806/
NGA de la Commune Ngor Almadies, appartenant à
Monsieur Mouhamedine NDIAYE. 2-2

OFFICE NOTARIAL

Me Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2092/
GR du livre foncier de Grand-Dakar, appartenant à Mon-
sieur El Hadji Abdoukhadr NDIAYE. 2-2

OFFICE NOTARIAL

Me Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°2907/
NGA du livre foncier de Ngor Almadies, appartenant à
Madame Fatou NDIAYE. 2-2

SCP NDIAYE & NDIAYE
Me Mamadou D. Tanor NDIAYE &
Me Yaye Toute Sylla NDIAYE
Notaires associés
10, Rue Mohamed V - B.P. 22.922 - Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.123/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.139/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.855/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.181/
KL du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 952/KL
du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 330/FK
du livre foncier de Fatick, appartenant au Sieur El Hadji
Alioune KEBE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 910/KL
du livre foncier de Kaolack, appartenant au Sieur
El Hadji Alioune KEBE. 2-2

Etude de M^{es} François Sarr & Associés
Société civile professionnelle d'avocats
33, Avenue Léopold Sédar Senghor BP : 160 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2657/
DP, appartenant à Madame Mame Anta NIANG. 2-2

CABINET CTD
Me Cheikh Tidiane DABO
Avocat à la Cour
Elisant domicile au Sénégal
Cabinet de Me Cheikh Khoureyssi BA - Sicap Amitié III
Villa n° 4378, 2^e étage Apt. M6

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 775 de
Rufisque, appartenant à Madame Aminata NIANG hé-
ritière de feu Khaly NIANG. 2-2

Etude de M^e Cheikh A. Tidiane DIOUF
Avocat à la Cour
242, Rue Blaise DIAGNE, Nord - Saint-Louis
Email : cabinet.ct.diouf@hotmail.com

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 5538/
DK, appartenant à Monsieur Amadou Lamine DIA-
GNE 1-2

Etude de Maître Bamar FAYE
Avocat à la Cour
01, Av. Cheikh Anta DIOP - Immeuble Campus France 3^e étage,
- Apt. 302 - BP : 48105 - CP 12022 - Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 471/
GR Sicap Liberté VI, appartenant à Madame Aissatou
BALDE, née le 30 novembre 1959 à Dakar. 1-2

Etude de Maître Bamar FAYE
Avocat à la Cour
01, Av. Cheikh Anta DIOP - Immeuble Campus France 3^e étage,
- Apt. 302 - BP : 48105 - CP 12022 - Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1094/
R de Rufisque, appartenant à Monsieur Daya KANE,
cultivateur, demeurant à Rufisque, où il est né le 09 juillet
1915. 1-2

Association sénégalaise de Normalisation
Récépissé n° 10977/MINT/DAGAT/AS

Décision n° 00051 du 16 septembre 2020 d'homologation des normes sénégalaises

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-746 du 19 juillet 2002 relatif à la normalisation et au système de certification de la conformité aux normes ;

VU le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 09 décembre 2005 modifié ;

VU l'avis du Conseil d'Administration en sa session du 11 septembre 2020 ;

Sur le rapport du Directeur général de l'Association sénégalaise de Normalisation,

DÉCIDE :

Article premier. - Sont homologuées comme normes sénégalaises, la liste des normes jointe en annexe.

Art. 2. - La présente décision sera publiée dans le *Journal officiel* de la République du Sénégal.

ANNEXE

NS ISO 31.800 : « Unités de traitement des boues de vidange - Unités préfabriquées et autonomes en énergie de récupération de ressources à l'échelle locale - Exigences de sécurité et de performance.

NS ISO 24.521 : Activités relatives aux services d'eau potable et d'assainissement - Lignes directrices pour la gestion sur site des services d'eau usées domestiques.

NS 15-015 : Visières de protection - Spécifications et Essais.

Association sénégalaise de Normalisation
Récépissé n° 10977/MINT/DAGAT/AS

Décision n° 00052 du 04 décembre 2020 d'homologation des normes sénégalaises

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-746 du 19 juillet 2002 relatif à la normalisation et au système de certification de la conformité aux normes ;

VU le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 09 décembre 2005 modifié ;

VU le compte rendu de la réunion du 23 septembre 2020 du Comité technique de normalisation dans le domaine de la Chimie et Génie Chimique (ASN/CT 09) ;

VU l'avis du Conseil d'Administration en sa réunion du 03 décembre 2020 ;

Sur le rapport du Directeur général de l'Association sénégalaise de Normalisation,

DÉCIDE :

Article premier. - Sont homologuées comme normes sénégalaises, la liste des normes ci-jointe en annexe.

Art. 2. - La présente décision sera publiée dans le *Journal officiel* de la République du Sénégal.

**LISTE DES NORMES REVISEES SUR
LES PRODUITS PETROLIERS**

1. NS 09-044 : Combustibles gazeux - spécifications du Butane

2. NS 09-045 : Combustibles liquides - spécifications du Pétrole lampant

3. NS 09-046 : Combustibles liquides - spécifications de l'Essence ordinaire

4. NS 09-047 : Combustibles liquides - spécifications du Supercarburant

5. NS 09-048 : Combustibles liquides - spécifications du Gazoil

6. NS 09-049 : Combustibles liquides - spécifications du Diesel-oil

7. NS 09-500 : Combustibles liquides - spécifications du Fuel Oil n°2 - type 380 centistokes

8. NS 09-051 : Combustibles liquides - spécifications du Fuel-Oil 180.

Association sénégalaise de Normalisation
Récépissé n° 10977/MINT/DAGAT/AS

Décision n° 00053 du 04 décembre 2020 d'homologation des normes sénégalaises

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
 VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-746 du 19 juillet 2002 relatif à la normalisation et au système de certification de la conformité aux normes ;

VU le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 09 décembre 2005 modifié ;

VU le compte rendu de la réunion en ligne de validation du mardi 27 novembre 2020 du Comité technique agroalimentaire (ASN/CT3) ;

VU le compte rendu de l'atelier de validation du mardi 24 et mercredi 25 novembre 2020 du Comité technique agroalimentaire (ASN/CT3) ;

VU l'avis du Conseil d'Administration en sa consultation du 03 décembre 2020 ;

Sur le rapport du Directeur général de l'Association sénégalaise de Normalisation,

DÉCIDE :

Article premier. - Sont homologuées comme normes sénégalaises, la liste des normes jointe en annexe.

Art. 2. - La présente décision sera publiée dans le *Journal officiel* de la République du Sénégal.

LISTE DES NORMES HOMOLOGUEES

- **NS 03 - 00172**: Farines infantiles - spécifications - octobre 2020

- **NS 03 - 00173** : Guide pratique de production des farines infantiles - octobre 2020

- **NS 03 - 00178** : *Guide* de bonnes pratiques d'hygiène dans les marchés - novembre 2020

Association sénégalaise de Normalisation
Récépissé n° 10977/MINT/DAGAT/AS

Décision n° 00054 du 10 mai 2021 d'homologation de norme sénégalaise NS 17-0074 - Parties 1, 2 et 3

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
 VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-746 du 19 juillet 2002 relatif à la normalisation et au système de certification de la conformité aux normes ;

VU le procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 09 décembre 2005 modifié ;

VU le compte rendu de la réunion du 04 février 2021 du Comité technique de normalisation « Eaux et Assainissement » (ASN/CT 17) ;

VU l'avis du Conseil d'Administration en sa consultation à domicile du 19 avril 2021 ;

Sur le rapport du Directeur général de l'Association sénégalaise de Normalisation,

DÉCIDE :

Article premier. - Est homologuée comme norme sénégalaise, la norme nationale.

NS 17-074 : Ouvrages d'assainissement non collectif - février 2021

- **Partie 1** : Planification et Conception - Exigences

- **Partie 2** : Construction - Exigences

- **Partie 3** : Exploitation et maintenance - Exigences

Art. 2. - La présente décision sera publiée dans le *Journal officiel* de la République du Sénégal.